



PRÉFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Châteauroux, le 27 novembre 2017

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

S3IC : 100.02835 – Affaire DAE – Rapport CDNPSGUIGNARD
NI Réf : -VAT20170730

INSTALLATIONS CLASSEES

Société CARRIERES GUIGNARD

Commune de POMMIERS

Demande d'autorisation d'exploiter une
carrière
(projet de renouvellement partiel et
d'extension de carrière)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par lettre en date du 27 janvier 2015, Monsieur Gilbert GUIGNARD, agissant en qualité de Gérant de la Société CARRIERES GUIGNARD, dont le siège social est actuellement situé à La Prune, 36200 CEAULMONT, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de gneiss et de leptynite en renouvellement et en extension sur le territoire de la commune de POMMIERS, aux lieux-dits « Les Ebeugnets », « Les Bonnes » et « Les Vazouais », pour une durée de 30 ans.

La demande comprend également :

- la déclaration d'une station de transit de matériaux minéraux pour une superficie de 10 000 m² ;
- la déclaration d'une unité mobile de concassage d'une puissance de 185 kW.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 27 janvier 2015 complété les 18 novembre 2015, 24 mai 2016 et 1er février 2017 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 14 mars 2017.

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement compte tenu de cette demande, et au vu du dossier d'enquête publique ainsi que des avis des services transmis par M. le Préfet respectivement par bordereau du 08 août 2017 et par courriel des 13 juin, 3 et 11 juillet 2017.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre de la rubrique indiquée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Nature de l'installation
2510-1	A	Exploitation de carrière	-	Superficie totale : 33 ha 88 a 13 ca Superficie exploitable : 26 ha environ Production maximale : 700 000 t / an Production moyenne : 500 000 t / an
2515-1-c	D	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.	40 kW < D ≤ 200 kW	Installation de concassage d'une puissance de 185 kW.
2517-3	D	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	5 000m ² < D ≤ 10 000m ²	Station de transit et stocks de matériaux extraits de la carrière dont la superficie est de 10 000 m ² .

A : Autorisation / D : Déclaration

Les activités suivantes sont classables au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 et L. 214-7 du code de l'environnement :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Nature de l'installation
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	≥ 20 ha	Infiltration des eaux pluviales sur le site sur une superficie de 26 ha
3.2.3.0	A	Plans d'eau, permanents ou non	≥ 3 ha	Plan d'eau issu du réaménagement : 16 ha

1.2. Description du pétitionnaire, description de l'établissement et historique administratif

• Description du pétitionnaire

La SARL CARRIERES GUIGNARD appartient au groupe GUIGNARD dont la première entreprise a été fondée en 1952. Le groupe est principalement implanté dans le sud de la région Centre-Val de Loire. La société dispose actuellement de 7 carrières autorisées dans la région, dont 3 dans l'Indre. La première carrière du groupe GUIGNARD a été ouverte en 1980 sur le site du PECHEREAU, dans l'Indre.

Le groupe intervient dans le domaine de l'exploitation de carrières et du traitement des matériaux pour la production de granulats, mais également sur les chantiers de bâtiments et travaux publics. L'entreprise dispose ainsi d'installations de centrales à Béton Prêt à l'Emploi et d'agences immobilières.

- Description de l'établissement et historique administratif

La carrière de gneiss de POMMIERS est actuellement autorisée par arrêté préfectoral n°97-E-1780 du 21 juillet 1997 à un rythme d'extraction de 700 000 tonnes par an au maximum sur une superficie de 26 ha 65 a 10 ca.

La société CARRIERES GUIGNARD est implantée sur le territoire de la commune de POMMIERS depuis 1988, année à laquelle elle obtient sa première autorisation d'exploiter une carrière sur ce territoire. Depuis cette date, la carrière a été régulièrement autorisée et étendue par arrêtés préfectoraux :

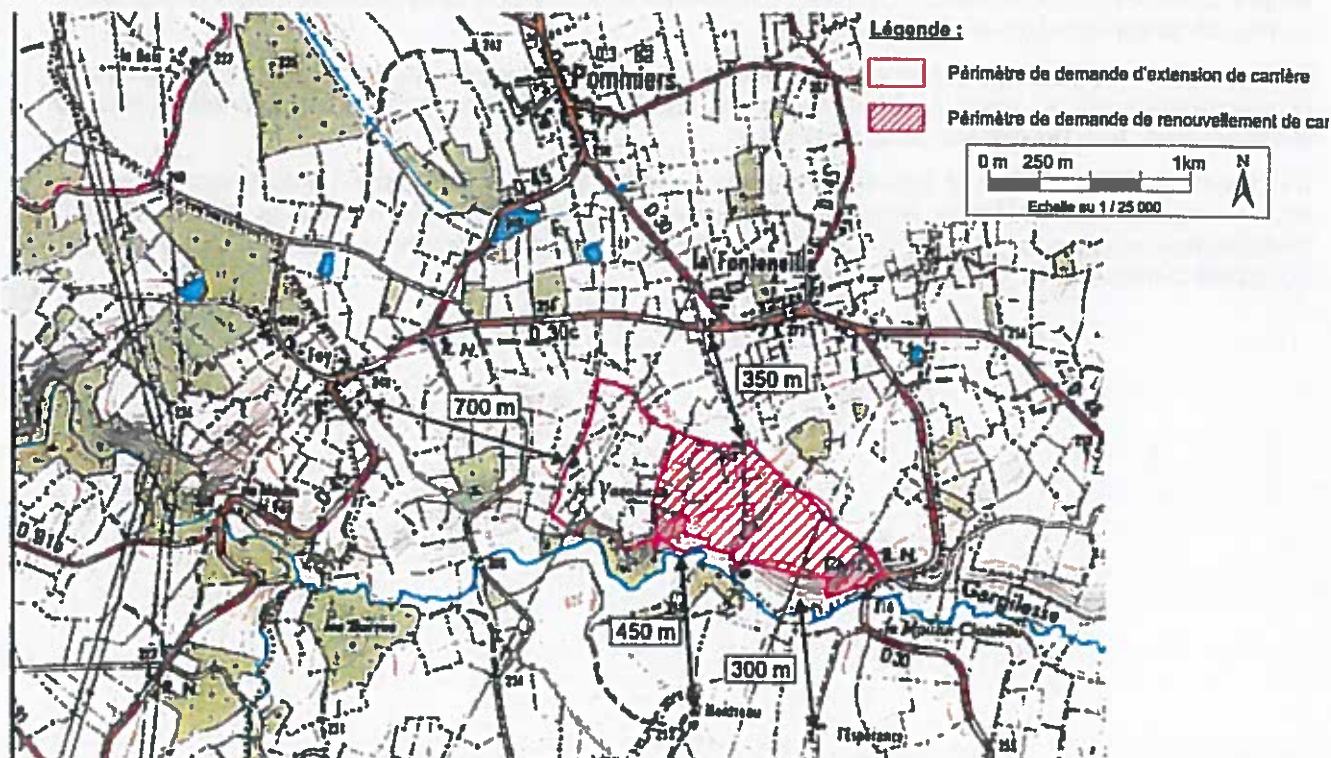
- Arrêté préfectoral du 25 avril 1988 pour l'exploitation d'une carrière de gneiss sur le territoire de la commune de Pommiers (3 ha 66 a 3 ca) pour une durée de 15 ans ;
- Arrêté préfectoral du 4 mars 1993 pour l'exploitation d'une carrière de gneiss sur le territoire de la commune de Pommiers (10 ha 70 a 45 ca) pour une durée de 15 ans ;
- Arrêté préfectoral du 17 février 1994 portant modification de l'arrêté préfectoral du 04/03/1993 ;
- Arrêté préfectoral du 21 juillet 1997 pour l'exploitation d'une carrière de gneiss sur le territoire de la commune de Pommiers (26 ha 65 a 10 ca au total) pour une durée de 30 ans.

La société est également autorisée par arrêté préfectoral du 10 janvier 1995 à exploiter une installation de broyage concassage criblage au lieu-dit « Les Ebeugnets » sur la commune de Pommiers pour une puissance installée de 666 kW. Cette installation de traitement est implantée sur des parcelles voisines de celles de la carrière et traite les matériaux en provenance de cette dernière. Cette installation de traitement n'est pas l'objet du présent rapport.

1.3. Présentation de la demande

La carrière est implantée dans un environnement rural en limite est de la commune de Pommiers, à environ 1 km au sud-est du centre bourg et à 45 km au sud de Châteauroux. Les habitations les plus proches se situent à :

- 300 m au sud du projet, au lieu-dit « l'Espérance » ;
- 450 m au sud du projet, au lieu-dit « Montreau » ;
- 700 m à l'ouest du projet au niveau de Foy ;
- 350 m au nord à Fonteneille.



Emplacement du projet et distances aux habitations les plus proches

Le projet de carrière porte sur une emprise foncière de 33 ha 88 a 13 ca pour une surface exploitable estimée à environ 26 ha. L'exploitation est prévue au rythme de 700 000 tonnes par an au maximum et 500 000 tonnes en moyenne annuelle, il s'agit des mêmes niveaux de production qu'actuellement autorisés par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Les terrains sollicités par le projet de carrière concernent :

- une superficie de 20 ha 06 a 54 ca en renouvellement :
 - lieu-dit « Les Ebeugnets » : parcelles cadastrées C 174, C 175, C 176, C 177, C 178 pp, C 179, C 180, C 181 pp, C 182, C 183, C 184, C 185, C 186, C 187, C 188, C 189 pp, C 192 pp et C 195 pp ;
 - lieu-dit « Les Bonnes » : parcelles cadastrées C 196, C 197, C 198, C 199, C 200, C 201, C 202, C 960 pp ;
 - lieu-dit « Les Vazouaïts » : parcelles cadastrées C 203, C 204, C 205, C 206, C 207, C 208, C 209, C 210, C 211, C 212, C 213, C 214, C 215, C 216, C 217, C 225, C 227, C 228, C 229 ;
- une superficie de 14 ha 43 a 05 ca en extension :
 - lieu-dit « Les Ebeugnets » : parcelles cadastrées C 218, C 219pp, C 220pp, C 222pp C 223, C 224, C 226, C 230, C 231, C 232, C 233, C 234, C 235, C 236, C 237, C 238, C 239, C 240 ;
 - lieu-dit « Les Bonnes » : parcelles cadastrées C 241, C 242, C 243, C 244, C 245, C 246, C 247, C 248pp ;
 - lieu-dit « Les Vazouaïts » : parcelles cadastrées C 249pp, C 250, C 251, C 831, C 838pp, Chemin rural des Vazouaïts, C 955, C 958, C 959.

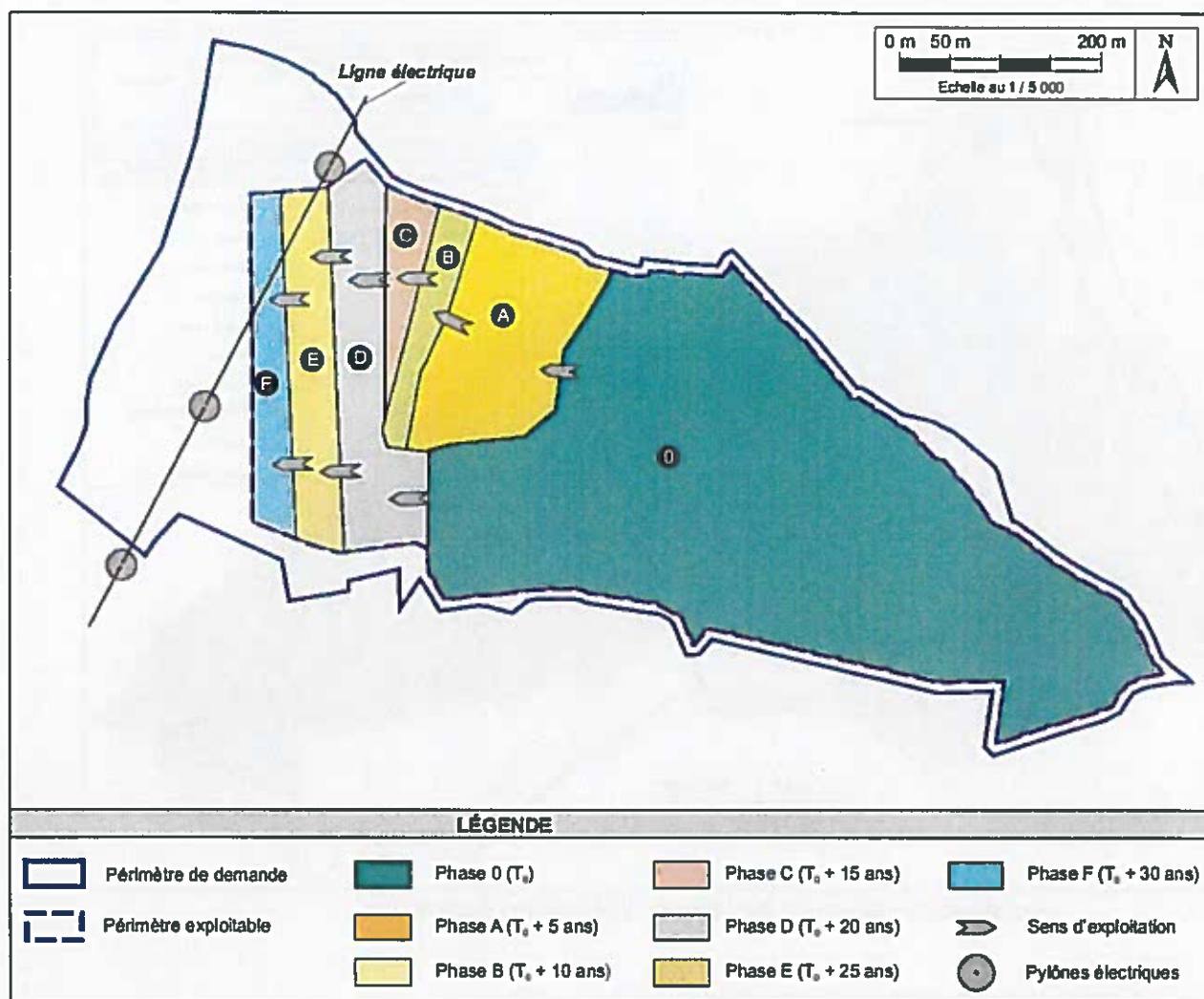
La puissance du gisement au droit du projet est estimée à 50 mètres pour 3 mètres de découverte (terres végétales et stériles). Ces matériaux de découverte seront stockés sur l'emprise de la carrière pendant la durée de l'exploitation en attente des opérations de réaménagement.

L'extraction des matériaux s'effectuera à sec par emploi d'explosifs en gradins de 11 à 15 m de hauteur jusqu'à la cote minimale de fond de fouille fixée à 180 m NGF. Le volume estimé de matériaux exploitables s'élève à 5 800 000 m³ soit 14 500 000 tonnes.

Les matériaux abattus seront repris en pied de front au moyen d'une pelle hydraulique sur chenilles et transportés par tombereaux vers l'installation de traitement voisine du site, également exploitée par la société CARRIERES GUIGNARD. La trémie primaire de cette installation de traitement étant située sur le carreau de la carrière, au sud-est de l'emprise.

Le projet prévoit la mise en œuvre d'une installation de concassage sur le carreau de la carrière. D'une puissance maximale de 185 kW, elle aura pour objectif de traiter les plus gros blocs de matériaux abattus avant passage dans l'installation de traitement.

L'exploitation de la carrière est sollicitée pour une durée de 30 ans divisée en six phases quinquennales pour l'extraction des matériaux dont une dernière année est prévue pour finaliser la remise en état. L'exploitation progressera d'est en ouest conformément aux plans de phasage annexés au projet d'arrêté et rappelé ci-dessous.



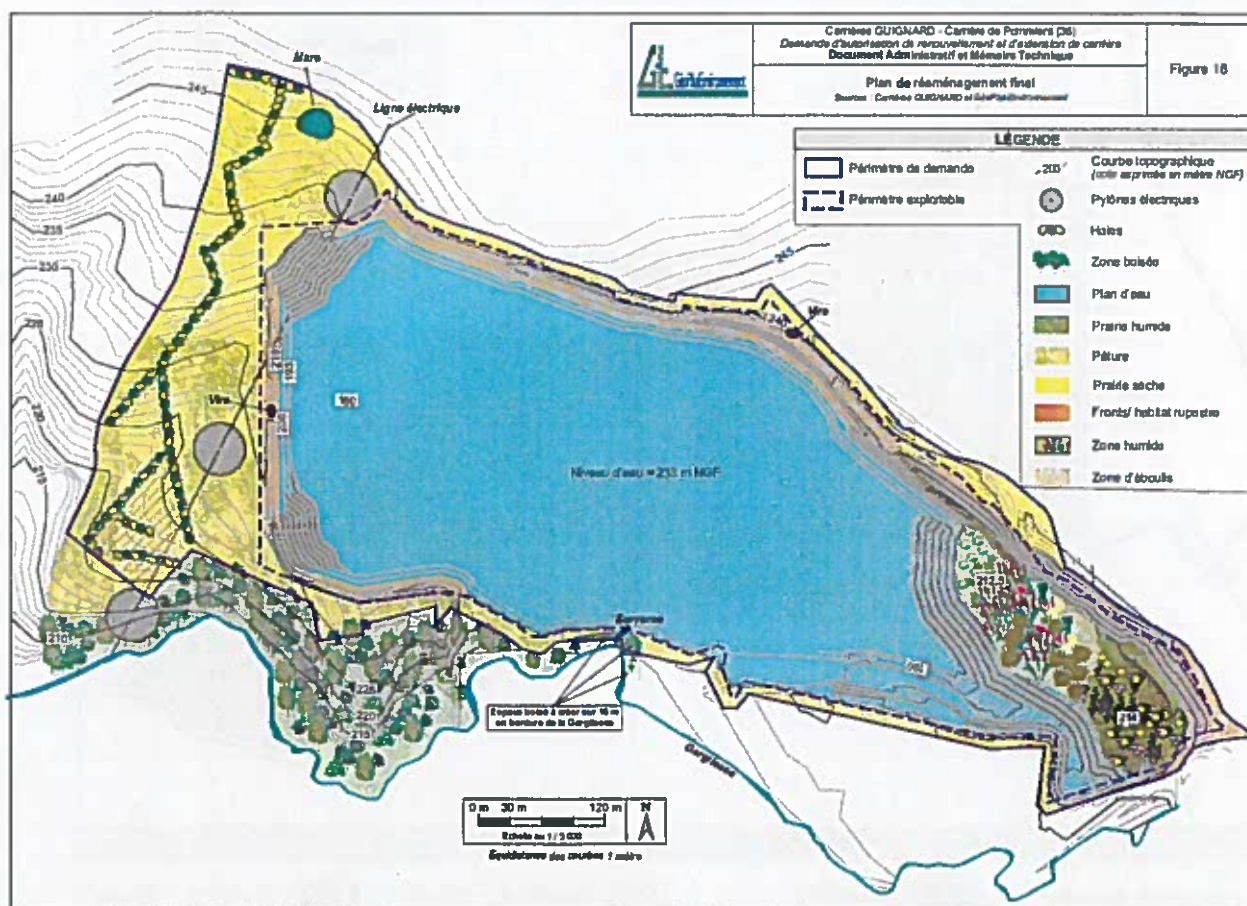
Plan de phasage du projet

La remise en état consiste en la création d'un plan d'eau de 16 ha environ à vocation écologique. Le volume nécessaire au remplissage de l'excavation est estimé à 6 000 000 m³ d'eau (eaux pluviales) pour une durée de 36,5 années. La cote finale du plan d'eau s'établira entre 212 m NGF et 213 m NGF. Un système de surverse à 213 m NGF sera mis en place pour la régulation du niveau du plan d'eau et permettra ainsi d'alimenter en eau la rivière la Gargillesse circulant d'est en ouest, en limite sud du périmètre.

Le projet de remise en état prévoit la conservation de fronts de taille hors d'eau d'une vingtaine de mètres de hauteur constitués de gradins de 15 mètres de hauteur maximum et l'aménagement de vires pour l'avifaune. Une mare sera créée en partie nord-ouest du périmètre autorisé, en dehors du périmètre exploitable, afin de compenser la mare qui sera détruite dans le cadre du projet. Une prairie humide à l'est du plan d'eau est prévue pour permettre le développement de roselières et l'installation de flore d'eau, d'amphibiens et d'insectes.

Des mesures de conservation, d'aménagement et de création de milieux sont prévus dans le cadre de la remise en état du site de manière à favoriser l'installation et la préservation des espèces : prairies de type pâture et prairie sèche pour les insectes, oiseaux et reptiles, haies et bosquets, gestion particulière de parcelles pour l'Alouette lulu, espèce rare et protégée présente dans le périmètre du projet.

Le plan de remise en état proposé par le pétitionnaire est donné ci-dessous.



Plan de réaménagement final du site à l'issue de l'exploitation

1.4. Cadre administratif de l'instruction

Le projet déposé par le pétitionnaire constitue une exploitation de carrières soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vertu du 2° de l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, la présente demande d'autorisation, régulièrement déposée avant le 1er mars 2017, est instruite selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance.

Le dossier constitué selon les dispositions des articles R. 512-2 à R. 512-9 a donc été instruit selon les règles de procédure prévues par les dispositions des articles R. 512-14 à R. 512-26 du Code de l'Environnement.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 12 mai 2017 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

L'avis de l'autorité environnementale a conclu que :

« Le contenu de l'étude d'impacts et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Les impacts sont bien identifiés et bien traités.

Malgré quelques imprécisions, le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés et compte-tenu de sa durée d'exploitation.

Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet. »

Dans le corps de son avis, l'autorité environnementale a formulé les remarques suivantes :

- Enjeu « bruit »

« Il convient de relever que l'identification du bruit résiduel et du bruit particulier de la carrière repose sur une durée de mesurage d'uniquement 20 minutes sur chaque ZER.

Par ailleurs, à l'occasion des mesurages précités, la recherche d'une tonalité marquée, liée aux activités actuelles de la carrière, n'a pas été effectuée (article 3 et annexe 1.9 de l'arrêté du 23 janvier 1997).

De ce fait, il apparaît fragile de conclure en l'absence de risque sanitaire vis-à-vis des riverains proches du site sur la base d'un seuil de gêne sonore retenu à 60 dB(A). »

- Enjeu « faune et habitat »

« Concernant la faune, le dossier conclut, à juste titre, que les destructions de milieux de vie sont de nature à entraîner une destruction potentielle des espèces qui s'y trouvent. Toutefois, le dossier aurait mérité de comporter une démonstration plus étayée des impacts sur les espèces qui utilisent ces milieux comme milieux de reproduction (oiseaux et amphibiens notamment). »

- Enjeu « eau » dans le cadre de la remise en état du site

« L'étude ne précise pas l'impact quantitatif du projet pendant les années qui sépareront l'arrêt de l'exploitation et le remplissage du plan d'eau jusqu'au niveau de la surverse. Pendant cette période, les débits de la Gargillesse seront privés d'un apport annuel significatif. Sur ce point, l'étude conclut à un impact faible qui mériterait d'être modulé »

En réponse à ces remarques, le pétitionnaire a transmis au Préfet de l'Indre par courrier du 24 mai 2017 un document intitulé « réponses aux remarques de l'avis de l'autorité environnementale ». Ce document est complété le 30 mai 2017 par le rapport de la campagne de suivi du bruit réalisée sur la carrière de Pommiers le 24 mai 2017. Ce complément, transmis à Madame et Messieurs les maires des communes concernées par l'enquête publique par la préfecture par courrier en date du 30 mai 2017, a été joint au dossier mis en enquête publique.

- Enjeu « bruit » - réponse du pétitionnaire

Dans sa réponse le pétitionnaire précise qu'une durée de mesure de l'ordre de 20 minutes a été choisie comme représentative de l'état initial sonore du site en raison des activités liées à l'exploitation de la carrière (rotation des tombereaux, bips de recul des engins, chargement des camions clients) dont les bruits émis se répètent tous les 10 minutes au maximum. Par ailleurs, il précise que l'installation de traitement des matériaux émet un bruit de fond continu et stable.

En ce qui concerne les tonalités marquées, le pétitionnaire indique que le site étant inaudible au niveau de la station 4 (Zone à Emergence Réglementée au lieu-dit « Foy ») et très faiblement audible au niveau de la station 5 (ZER de la « Fonteneille »), elles sont inexistantes en ces points. Il précise que le bruit associé à l'activité de la carrière est plus perceptible à la station 6 (ZER au lieu-dit « L'Espérance ») en raison des chargements de matériaux dans les bennes vides des camions. Il estime une durée d'apparition de l'ordre de 2 % du temps pour ces bruits situés aux alentours de 50 dB(A). Il conclut ainsi que le seuil de gêne de 60 dB(A) semble pertinent au vu de l'absence de tonalité marquée significative liée au site.

Une nouvelle campagne de mesures du bruit a été réalisée le 24 mai 2017 sur le site de la carrière de Pommiers. Les résultats, transmis par le pétitionnaire par courrier du 30 mai 2017, ont été joints au dossier mis en enquête publique. Le rapport fait état de résultats conformes vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

- Enjeu « faune et habitat » - réponse du pétitionnaire

Dans sa réponse, le pétitionnaire précise que les impacts potentiels bruts et les impacts résultants du projet sur la faune sont présentés dans l'étude d'impact. Il détaille spécifiquement dans sa réponse les niveaux d'impact (faible à élevé), ainsi que les mesures prises pour les limiter. Le pétitionnaire conclut alors à des impacts résultants de « faible » à « nul » grâce aux mesures mises en œuvre.

- Enjeu « eau » dans le cadre de la remise en état du site - réponse du pétitionnaire

Dans sa réponse, le pétitionnaire précise que l'apport d'eau en période d'étiage sur la Gargillesse est nul, que les bassins de décantation étant légèrement surdimensionnés, le niveau de la surverse n'est donc jamais atteint durant cette période et donc qu'aucun rejet ne se fait dans la Gargillesse. Il précise qu'en période hivernale et dans le cas de pluies exceptionnelles, un débit maximum de 15 l/s permet d'alimenter le ruisseau, mais que cette situation exceptionnelle ne permet un apport d'eau que de 5 % au maximum du débit moyen de la Gargillesse. Il conclut ainsi que lors de l'arrêt de l'exploitation et pendant la durée de remplissage du plan d'eau, l'impact à l'étiage sera identique à l'impact actuel, mais que toutefois l'impact sera légèrement plus important en période hivernale où le rejet de 15 l/s sera supprimé, sans que cette différence soit de nature à remettre en cause le fonctionnement hydrologique et écologique de la Gargillesse.

2.2. Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral du 9 mai 2017. Elle s'est déroulée du mercredi 7 juin 2017 au vendredi 7 juillet 2017 inclus, sur le territoire des communes de POMMIERS, ORSENNES, CLUIS, MONTCHEVRIER, CUZION, GARGILLESSE-DAMPIERRE, BADECON-LE-PIN et MALICORNAY, après publications légales de l'avis dans la presse et affichage en mairies et sur le site.

- Registre d'enquête

A la clôture de l'enquête, 10 observations ont été portées au registre présent en mairie de POMMIERS, dont 4 avis favorables et 2 avis très favorables au projet de renouvellement et d'extension de la carrière.

Les avis favorables mettent en avant l'importance de la carrière pour l'économie locale et celle du département, notamment les emplois directs et indirects qu'elle génère pour les entreprises du secteur, mais également le fait qu'elle permet de répondre au besoin en matériaux pour le secteur de la construction, et les chantiers du bâtiment et travaux publics. Ils précisent également la bonne prise en compte de l'environnement, l'absence de nuisance et le sérieux de l'entreprise CARRIERES GUIGNARD. Ces avis sont déposés par des partenaires de l'entreprise, par deux riverains proches du site et par un propriétaire de terrains agricoles voisins de la carrière.

Les secrétariats des mairies de BADECON-LE-PIN, CLUIS, CUZION, GARGILLESSE-DAMPIERRE, MALICORNAY, MONTCHEVRIER et ORSENNES ont indiqué au commissaire enquêteur n'avoir constaté aucune visite au sujet de l'enquête publique pour ce projet.

Le commissaire enquêteur a transmis son procès-verbal de synthèse au pétitionnaire le 13 juillet 2017. Ce dernier précise les observations portées au registre concernant son projet de renouvellement et d'extension d'une carrière de gneiss et de leptynite et sollicite ses réponses aux observations formulées.

Le mémoire en réponse du pétitionnaire en date du 21 juillet 2017 a été transmis au commissaire enquêteur. Le pétitionnaire répond à chacune des observations formulées :

Observations du public – nuisances dues aux poussières

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur

« La problématique « poussières » a été évoquée à de nombreuses reprises lors de cette enquête. Les habitants impactés souhaitent que celles-ci soient contenues au mieux dans l'enceinte du site. En dehors de la gêne et du danger provoqués (routes glissantes en cas de pluie, présence intense sur la végétation proche du site) par les poussières, une attention particulière est demandée pour éviter tout entraînement de celles-ci vers le cours d'eau « La Gargillesse ». Une observation indique risque de formation de pollution organique très dommageable à la vie piscicole (poissons, microfaune, microflore). »

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le pétitionnaire précise dans sa réponse que la carrière et l'installation de traitement, en place depuis 1995, ont fait l'objet d'améliorations au fil du temps pour gérer au mieux les émissions de poussières et les limiter et les rappelle (capotage sur l'installation de traitement, réduction des hauteurs de chutes, laveur de roue en sortie, rampe d'arrosage des bennes, brumisateurs, arrosage des pistes par citerne et « canon » d'arrosage). Il transmet en copie le rapport ITGA présentant les résultats de la campagne de mesures des retombées de poussières dans l'environnement effectuée en juin 2016 en 4 points. Il indique que le rapport fait état de valeurs faibles allant de 32,3 à 126,5 mg/m²/j.

Il rappelle également que la mise en place d'un laveur de roue et le passage d'une balayeuse évite les phénomènes de chaussée glissante. Il précise que le chef de site est chargé de surveiller l'état de la RD 30 en sortie de carrière.

Enfin et concernant le risque sur la vie piscicole de la Gargillesse, il précise que le paragraphe « gestion des eaux de ruissellement de la carrière » présent dans l'étude d'impact (tome 2 figure 29 page 110) illustre la gestion des eaux sur le site. Les particules fines des eaux de ruissellement des pistes sont captées par un bassin de récupération puis décanté par 3 bassins en série. Les eaux décantées sont ensuite réemployées pour l'abattage des poussières.

Observations du public – nuisances sonores et tirs de mines

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur

« Les nuisances sonores ont été abordées de façon sommaire par le public, pas de remarques importantes. Néanmoins, une personne signale que des fissures sont apparues dans les années 1994/1996 suite à des tirs de mine. De même, une famille déclare que les tirs de mine font trembler les murs. »

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le pétitionnaire indique au préalable que l'historique de leurs dossiers de suivi d'exploitation ne révèle aucune trace d'un éventuel litige avec ce riverain.

Il précise par ailleurs que l'évolution technologique du minage (détonateur micro-retard, suivi des enregistrements) a fortement diminué l'impact des tirs en carrière. A l'appui de sa réponse, il présente les résultats des dernières mesures de vibrations effectuées lors du dernier tir de mines le 11 mai 2017 par la société TITANOBEL. Un plan accompagne le rapport et permet de visualiser l'emplacement des habitations des riverains concernés. L'enregistrement sur site présente des résultats inférieurs au seuil de la vitesse particulière définie à 10 mm/s dans la réglementation applicable aux carrières.

Observations du public – Limite d'exploitation, accès, protection et stabilité des sols

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur

« Il est demandé que :

- le projet respecte et ne franchisse pas les chemins jouxtant le site de la carrière ;
- des dispositions soient prises pour éviter tout éboulement de ces chemins ;
- les accès à la carrière ne soient pas modifiés ;
- le projet tienne compte de la présence de la ligne électrique existante afin d'éviter son déplacement ;
- que le lit de la rivière « La Gargillesse » ne soit pas modifié.

Un riverain s'interroge si la carrière n'a pas été déjà largement exploitée.

Une observation suggère, afin d'empêcher toute entrée pédestre (animale ou humaine), la mise en place d'une clôture de 2 mètres de hauteur sur toute la périphérie du site. »

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le pétitionnaire confirme dans son mémoire que le chemin rural de l'Epinal à la Fonteneille ainsi que le chemin du petit Carroir sont bien hors emprise du projet, et que seul le chemin rural des Vazouais sera rétrocédé à la carrière dans le cadre du projet d'extension. Il indique que les limites du périmètre sollicité sont clairement définies dans le dossier.

En outre, il insiste sur le fait que toute disposition sera prise pour éviter les risques d'éboulement des limites périphériques, notamment détermination des glisses, pré-découpage, abattage des fronts perpendiculaire à la glisse, et autres mesures développées dans l'étude d'impact annexée au dossier.

Il précise également que, conformément au dossier, l'accès à la carrière sera inchangé, que le projet tient compte de la ligne électrique RTE qui ne sera pas déplacée et que le lit de la rivière ne sera pas impacté par le projet.

Enfin, il indique que l'extension de la carrière sera clôturée et qu'un merlon périphérique sera créé conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Observations du public – protection de l'environnement

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur

« Une observation demande si la balance des risques a été envisagée, bénéfices, sécurité, impact environnemental ?

Une famille indique que le projet perturbe la faune et la flore sauvage, détruit 100 % du biotope, induit l'arrachage des haies et l'abattage d'arbres centenaires. Elle ajoute « aujourd'hui, on parle l'écologie, d'impact sur l'environnement et ici on détruit toute une nature sauvage riche en biodiversité. Pourquoi refuser un parc éolien qui ne détruit pas de végétation et ne fait pas se déplacer les animaux, et accepter l'extension d'une carrière qui enlaidit nos magnifiques campagnes et tout ce que cela implique au niveau de la biodiversité et de la perte de valeur des biens immobiliers situés à côté, à cause des nombreuses fissures sur les murs. » »

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le pétitionnaire précise que l'impact environnemental est largement développé dans son dossier et qu'il prend toutes les dispositions en termes de réaménagement afin d'apporter un fort soutien écologique au milieu naturel présent et futur.

Par ailleurs, il rappelle que le projet de renouvellement et d'extension consiste en la poursuite de l'exploitation d'une carrière qui existe depuis plus de 25 ans et que certaines zones déjà réaménagées sont colonisées par des espèces diverses et variées. Il conclut en précisant « il n'est plus à prouver que les carrières aussi bien en exploitation qu'une fois réaménagées sont des sites riches et référents en termes de biodiversité ».

Observations de l'association Indre Nature

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur

« L'association Indre Nature fait part d'une observation sur le site de la carrière en 2016. Il s'agit de la présence d'un couple nicheur de Grand-Duc d'Europe, espèce protégée.

Le volet écologique de l'étude d'impact (annexe 6) ne mentionne pas cette présence. Il est possible que l'installation de ce couple soit postérieure aux dates auxquelles ont été réalisées les campagnes de prospection de l'avifaune par le bureau d'études.

Ce couple est toujours présent en 2017 et s'est reproduit avec 2 jeunes à l'envol. Sa nidification a été constaté sur une partie de la falaise déjà exploitée. Pour Indre Nature, il semble que l'extension n'aura pas d'impact sur la présence et la nidification du Grand-Duc d'Europe.

En conclusion, l'association indique que la présence du Grand-Duc d'Europe est avérée sur le site et constitue un enjeu très fort à prendre en considération dans le renouvellement partiel de l'autorisation et, de fait, demande que l'ancien front de taille soit conservé en l'état.

Des dispositions particulières dans le secteur de présence du Grand-Duc d'Europe sont-elles prévues dans la conduite de l'exploitation ?

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le pétitionnaire atteste de la présence du Grand-Duc d'Europe depuis 2016 sur le front nord de la carrière depuis 2016. Il indique que cette espèce n'était pas présente lors des prospections menée par les écologues en 2014. Il confirme que le front concerné par la nidification restera en état et que le réaménagement effectué a été validé par les services de l'État. Il précise que les dispositions nécessaires et réglementaires seront prises.

Observations du public - divers

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur

« Une personne demande « qu'en est-il du plan d'eau promis pour combler ce trou béant ? »

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le pétitionnaire répond que le réaménagement final est un plan d'eau, comprenant des haies, une mare, une zone humide de 21 000 m², une zone boisée, une prairie sèche, une zone d'éboulis et une pâture. Il renvoie vers l'étude d'impact précisant les conditions de remise en état du site.

⇒ Commentaire du commissaire enquêteur

« La délibération du Conseil Municipal de la commune de Pommiers annexée au registre stipule que « [...] la demande d'achat du chemin rural « Les Vazouais » ne sera examinée que lorsque l'ensemble des parcelles desservies par celui-ci seront propriété ou feront l'objet d'un accord de vente à la société Carrières GUIGNARD [...] »

Le document fourni par M. TISSIER annexé au registre atteste que celui-ci a signé un compromis de vente des parcelles n° 546-247-234-239-240-241 section C avec la SARL CARRIERES GUIGNARD.

Le chemin rural « Les Vazouais » ne pouvant être aliéné qu'après l'achat des parcelles appartenant à M. Dominique TESSIER, quel est le délai prévisible de finalisation de la vente ? »

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le pétitionnaire précise que les parcelles appartenant à M. TISSIER seront acquises à la réception de l'autorisation purgée de tous recours par la SARL CARRIERES GUIGNARD.

2.3. Avis du commissaire enquêteur

Au vu des éléments de réponses apportés par le pétitionnaire, M. Jean-Marc DEMAY, en sa qualité de commissaire enquêteur, a émis le 31 juillet 2017 un **avis favorable** motivé au projet de renouvellement partiel et d'extension d'une carrière à ciel ouvert de gneiss et de leptynite située aux lieux-dits « Les Ebeugnets », « Les Bonnes » et « Les Vazouais », commune de Pommiers, assorti des recommandations suivantes :

- assurer une surveillance permanente du cours d'eau « La Gargillesse » et des abords du site de la carrière (pollution) ;
- mesurer, voire améliorer, l'efficacité du réseau d'arrosage mis en place en cours d'enquête (traitement des poussières).

Le commissaire enquêteur considère en effet que le site est particulièrement fermé ce qui limite les perceptions visuelles de la zone existante et projetée, que la société CARRIERE GUIGNARD a défini des mesures d'atténuation et de compensation des impacts proportionnées aux enjeux, qu'elle s'est engagée à collaborer avec l'association Indre Nature pour la sauvegarde et la protection du Grand-Duc d'Europe, que le projet est situé en continuité avec un site existant en cours d'exploitation ce qui limite les impacts, et que le projet de réaménagement pour ce site prend en compte une intégration écologique et paysagère de qualité. Il indique enfin que le projet revêt un intérêt général en ce qu'il permet l'extraction de matériaux de qualité reconnue par la profession du bâtiment et des travaux publics, sur un site qui bénéficie d'une position géographique stratégique et privilégiée pour l'exportation des granulats sur les départements limitrophes, tout en ayant un impact positif en termes d'emplois directs et indirects, essentiels à l'activité économique locale.

2.4. Avis des conseils municipaux

- Avis du conseil municipal de POMMIERS

Le conseil municipal de la commune de POMMIERS s'est réuni le 23 juin 2017. Par 10 voix (présents) il demande « l'extrême vigilance sur le respect de l'ensemble des dispositions du POS, notamment les zones boisées protégées en bordure de la rivière « La Gargillesse » ». Il précise, par ailleurs, que la demande d'aliénation du chemin rural des Vazouais ne pourra être examinée que lorsque « l'ensemble des parcelles desservies par le chemin rural seront propriété ou feront l'objet d'un accord de vente aux CARRIERES GUIGNARD ». Aucun avis n'est formulé dans le cadre de cette délibération.

- Avis du conseil municipal de BADECON-LE-PIN

Le conseil municipal de la commune de BADECON-LE-PIN a émis un **avis favorable** au projet au cours de la session du 31 mai 2017, mais s'inquiète de l'augmentation du trafic de camions qui circulent chargés et à vitesse élevée dans la ville. L'avis est accordé **sous réserve** que la société CARRIERES GUIGNARD, gestionnaire de la carrière, participe à la réfection de la voirie en centre-bourg qui subit des charges importantes et se dégrade du fait du trafic des camions (regards d'assainissement notamment).

- Avis du conseil municipal de CLUIS

Le conseil municipal de la commune de CLUIS a émis un **avis favorable** au projet au cours de la session du 23 juin 2017.

- Avis du conseil municipal de MONTCHEVRIER

Le conseil municipal de la commune de MONTCHEVRIER a émis un **avis favorable** au projet au cours de la session du 20 juillet 2017.

- Avis du conseil municipal de ORSENNES

Le conseil municipal de la commune de ORSENNES a émis un **avis favorable** au projet au cours de la session du 23 mai 2017, à l'unanimité.

- Avis du conseil municipal de CUZION

Le conseil municipal de la commune de CUZION ne s'est pas prononcé sur ce dossier, comme indiqué par courriel du 08 août 2017 adressé à la préfecture de l'Indre.

- Avis du conseil municipal de GARGILESSÉ-DAMPIERRE

Le conseil municipal de la commune de GARGILESSÉ-DAMPIERRE ne s'est pas prononcé sur ce dossier, comme indiqué par courriel du 09 août 2017 adressé à la préfecture de l'Indre.

- Avis du conseil municipal de MALICORNAY

Le conseil municipal de la commune de MALICORNAY n'ayant pas d'observation à formuler ne s'est pas prononcé sur ce dossier, comme indiqué par courrier du 08 août 2017 adressé à la préfecture de l'Indre.

2.5. Avis des services et organismes consultés

2.5.1. En application de l'article R. 512-21-I du code de l'environnement

- Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du Centre-Val de Loire

Dans sa contribution à l'avis de l'autorité environnementale, l'ARS précise qu'il « apparaît fragile de conclure en l'absence de risque sanitaire vis-à-vis des riverains proches du site sur la base d'un seuil de gêne sonore retenu à 60 dB(A) » et conclut que « les éléments décrits dans le présent dossier me conduisent à considérer que les risques sanitaires, engendrés par les activités de la carrière, sont insuffisamment appréhendés ».

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le pétitionnaire a répondu à l'avis de l'ARS dans le cadre du mémoire en réponse formulé suite aux remarques de l'autorité environnementale (cf paragraphe 2.1 avis de l'autorité environnementale).

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

La norme NF S 31-010 précise que la recherche de tonalités marquées nécessite une analyse de fréquences en bande étroite pour les fréquences supérieures à 44,5 Hz. La justification du pétitionnaire aurait pu comporter cette analyse de fréquence pour justifier l'absence de tonalité marquée.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière joint au présent rapport intègre des prescriptions relatives aux obligations en matière d'autosurveillance des émissions sonores en limite de propriété et dans les ZER (articles 6.2.2 et 6.2.3), conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. L'annexe de cet arrêté ministériel précise que « les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 « caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement – méthodes particulières de mesurage ».

- Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

L'INAO communique son avis par courrier du 31 mai 2017 par lequel il précise que le projet n'a aucune incidence sur les IGP « Val de Loire », « porc du Limousin », « Agneau du Limousin » et « Volailles du Berry » dans lesquelles la commune de Pommiers est située, et ne formule pas d'objection à la réalisation de ce projet.

2.5.2. En application de l'article R. 512-21-II du code de l'environnement

- Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Centre-Val de Loire – Service régional de l'archéologie

Le service régional de l'archéologie accuse réception en date du 02 mai 2017 du dossier de déclaration préalable concernant le projet de renouvellement et d'extension de la carrière de Pommiers. Ce courrier en date du 1^{er} juin 2017 informe la préfecture de l'Indre que ce dossier donnera lieu à prescriptions archéologiques en application de l'article L. 522-2 du code du Patrimoine.

Par courrier du 29 juin 2017, le service régional de l'archéologie transmet l'arrêté n° 17/0355 du 29 juin 2017 définissant les modalités de saisine du Préfet de région au titre de l'archéologie préventive relatives au projet de renouvellement partiel et d'extension d'une carrière aux lieux-dits « Les Ebeugnets », « Les Bonnes », « Les Vazouais » à Pommiers (Indre). L'ensemble des parcelles sollicitées dans le cadre de l'extension du projet sont concernées par les modalités de saisine définies par cet arrêté.

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Le pétitionnaire n'a pas apporté de commentaire ou de réponse suite à cet avis.

⇒ Avis de l'inspection des installations classées

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière joint au présent rapport intègre des prescriptions relatives aux obligations en matière d'information préalable du service en charge de l'archéologie préventive (article 1.1.1).

- Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Centre-Val de Loire – Unité départementale de l'architecture et du Patrimoine de l'Indre

L'unité départementale de l'architecture et du Patrimoine de l'Indre précise par courrier du 23 mai 2017 que le projet se situe en dehors de tout périmètre de protection de monument historique ou de site.

- Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) – Service Appui Transversal et Transition Énergétique

L'avis de la DDT a été transmis à la préfecture de l'Indre par courrier du 07 juillet 2017. L'avis est défavorable et conclut de la façon suivante :

« Au vu des éléments énoncés, j'émet un avis défavorable aux motifs que le projet :

- n'est pas compatible avec la protection des espaces boisés classés du POS de POMMIERS (parcelle C 220) ;

- a déjà exploité des parcelles exclues de l'autorisation du 21 juillet 1997 ;

- pose un réel problème de compatibilité d'usage entre la remise en eau de la carrière et la rivière La Gargillesse compte-tenu de la très grande proximité de cet aménagement au contact direct de ce milieu particulièrement sensible et fragile.

Par ailleurs, l'identification des zones humides reste insuffisante au vu de l'absence de relevés pédologiques, de prise en compte de la problématique routière aux abords de la carrière implique la prise de mesures adaptées. »

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

En ce qui concerne l'exploitation des parcelles cadastrées section C n° 218, 129, 220, 226 et 831 exclues de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivrée en 1997, le pétitionnaire rappelle que l'autorisation d'exploiter ces parcelles avait été refusée puisqu'elles étaient incluses dans le périmètre du bois classé de la commune de POMMIERS. Le pétitionnaire avait alors sollicité une modification du POS de la commune. Le pétitionnaire fournit un courrier de Monsieur le Maire de POMMIERS du 29 mai 1997 qui indique que « cette modification s'impose d'autant plus que certaines parcelles ne sont plus boisées, les propriétaires ayant depuis 3 ans coupé le bois » sans préciser de délai. Dans sa réponse à l'avis de la DDT, le pétitionnaire insiste sur le fait qu'aucune extraction n'a été réalisée sur ces parcelles, que seules les parcelles C 218, C 226 et C 831 accueillent partiellement des pistes de circulation, et que cette situation ne peut pas être considérée comme « manifestement illégale » telle que l'indique la DDT dans son avis.

Sur la problématique de compatibilité d'usage entre la remise en état de la carrière et la rivière, le pétitionnaire indique que le projet de réaménagement est compatible avec les orientations du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 et qu'il a été pensé de manière à limiter au maximum les impacts sur la rivière. Le plan d'eau créé à l'issue des 30 années d'exploitation et du remplissage de l'excavation, comportera une surverse dont le débit de fuite alimentera la Gargillesse. Il indique que l'eau sera oxygénée par une chute d'eau à l'exutoire, permettant ainsi d'augmenter les caractéristiques physico-chimiques de la Gargillesse au niveau de la zone de rejet, d'abaisser la température localement et de préserver le cortège ichtyofaunique de la rivière.

Enfin et en ce qui concerne la caractérisation des zones humides, le pétitionnaire ne répond pas à l'absence de relevés pédologiques. Il précise que l'étude écologique et floristique est suffisante pour délimiter la zone humide qui dépend directement de la topologie des terrains et de l'activité de la carrière. Il précise par ailleurs que la mare détruite dans le cadre du projet d'une superficie de 0,006 ha sera entièrement compensée à hauteur de 200 % par une prairie humide créée en partie est du plan d'eau. Il justifie ainsi sa compatibilité au SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021.

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prescrit la mise en œuvre et le suivi des mesures compensatoires définies par le pétitionnaire dans son étude d'impact. Par ailleurs, les parcelles classées en EBC dans le POS de la commune de POMMIERS seront exclues du périmètre autorisé de manière à ce que toute infrastructure (y compris voies de circulation, clôtures, merlons) soit située en dehors du périmètre bois classé.

L'inspection des installations classées a sollicité un nouvel avis de la DDT suite aux éléments de réponse apportés par le pétitionnaire. La DDT transmet un courrier en réponse en date du 29 septembre 2017 qui ne comprend pas d'avis mais qui conclut de la façon suivante :

« Il convient donc ici :

1. *préalablement à l'autorisation en vue d'exploiter une carrière de gneiss de remettre en état boisé les parcelles n°219 et 220 ;*
2. *dans l'autorisation en vue d'exploiter une carrière de gneiss, d'interdire l'exploitation en carrière des terrains situés au minimum à 20 mètres de l'emprise de la rivière Gargillesse dans la partie concernée par le plan d'eau sur la parcelle n°218, objet de la présente demande ;*
3. *d'assurer la cohérence de la remise en état sur les parcelles n°217 (autorisation du 21 juillet 1997) et n°902 (installation de criblage de 1995) permettant de réaliser un continuum boisé entre l'espace boisé classé et l'espace boisé à créer, permettant d'assurer le retour à des conditions écologiques favorables de l'ensemble de cet espace nodal perturbé (cours de la Gargillesse) ;*
4. *de réaliser un plan de détail précis et coté des secteurs de raccordement situés de part et d'autre de la surverse permettant la remise en état de cette partie extrêmement sensible afin d'établir les limites de l'exploitation en carrière et de ses annexes (chemin d'exploitation, sécurité) et la cohérence du continuum boisé en bordure de la rivière Gargillesse sur lequel la (ou les) entreprise(s) concernée(s) devra(ont) s'engager. »*

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

Une réunion s'est tenue à l'unité interdépartementale du Cher et de l'Indre de la DREAL Centre-Val de Loire à Châteauroux le 19 octobre 2017 entre le pétitionnaire, la DDT et la DREAL pour échanger sur les observations émises par la DDT dans son avis.

Une observation de la DDT porte également sur l'établissement par l'exploitant d'une orientation d'aménagement et de programmation sectorielle sur l'emprise globale des deux sites (carrière et installation de traitement des matériaux voisine) à proposer aux collectivités pour intégration dans les PLUi concernés. Cette orientation a été transmise par le pétitionnaire, qui exploite également l'installation de traitement voisine, par courrier du 7 novembre 2017.

Le pétitionnaire a également transmis un plan détaillé du système de surverse amélioré ainsi qu'une mise à jour de son plan de réaménagement faisant apparaître la bande boisée à créer sur les parcelles C 218 et C 217.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport exclut les parcelles situées dans l'Espace Bois Classé du POS de la commune de POMMIERS et impose un délaissé de 20 mètres par rapport au lit mineur de la Gargillesse (article 1.2.2 et chapitre 1.5).

- Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a répondu à la demande d'avis, par courrier du 12 mai 2017 par lequel il conclut que « l'analyse de risque démontre que l'accessibilité des engins de secours et la défense extérieure contre l'incendie du site sont satisfaisantes. Toutefois, les prescriptions et observations émises [ci-dessus] devront être respectées ».

⇒ Commentaire de l'inspection des installations classées

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière joint au présent rapport intègre l'ensemble des prescriptions du SDIS en matière d'accessibilité, de moyens de lutte contre l'incendie, de moyens d'intervention, de formation du personnel et de consignes d'urgence (articles du chapitre 7.5).

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Les enjeux environnementaux principaux, susceptibles d'être impactés par le projet, sont : la stabilité des sols, les eaux superficielles et souterraines, la biodiversité (faune / flore), le paysage, les nuisances telles que bruit, poussières et vibrations.

3.1.1. Stabilité des sols

Pour prévenir les risques d'instabilité des sols due à la présence d'une discontinuité majeure sub-parallèle à l'avancée des travaux, le pétitionnaire prévoit d'adapter continuellement sa méthode d'exploitation en orientant les tirs de mine et l'abattage des fronts de manière à ce que l'exploitation s'effectue perpendiculairement aux discontinuités rencontrées sur le terrain.

Une surveillance des fronts d'exploitation est également prévue avec purge des fronts en cas d'instabilité constatée.

A l'approche du pylône haute tension présent dans le périmètre exploitable (en partie nord-ouest du site), le pétitionnaire prévoit le respect des prescriptions du gestionnaire consulté dans le cadre du dossier d'étude d'impacts, notamment :

- respect d'un délaissé de 25 m autour des fondations du pylône pour prévenir tout risque d'atteinte et de renversement ;
- mise en place d'un capteur de vibrations au pied des pylônes lorsque l'extraction s'effectuera à moins de 100 m de ces derniers ;
- conservation d'une distance minimale de 5 m entre les lignes du réseau et toute infrastructure ou engins évoluant et travaillant sur la carrière ;
- adaptation des conditions de minage et des charges unitaires d'explosifs mises en œuvre à l'approche des pylônes : de 70 kg à 90 m jusqu'à 22 kg à 50 m.

Une surveillance des niveaux de vibrations émis au cours des tirs est également assurée, au minimum annuellement au niveau des habitations les plus proches, et à chaque tir à l'approche des pylônes RTE.

3.1.2. Protection des eaux superficielles et souterraines

Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé pour les besoins de l'exploitation. Aucun traitement ou lavage des matériaux n'est réalisé sur le site de la carrière. Les eaux d'exhaure et les eaux pluviales sont récoltées en fond de fouille dans deux bassins. Un pompage du deuxième bassin est assuré et permet le rejet de ces eaux à la Gargillesse via les bassins de décantation de l'installation de traitement des matériaux voisine de la carrière.

Les eaux rejetées dans le milieu naturel font l'objet d'un suivi qui est d'ores et déjà prescrit dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 janvier 1995 relatif à l'installation de traitement des matériaux.

Les eaux du bassin de fond de fouille feront l'objet d'analyses semestrielles de la qualité des eaux. Ces analyses seront effectuées pendant toute la durée de l'exploitation.

Aucun stockage d'hydrocarbures ou de produits chimiques ne sera présent sur le site, hors réservoir des engins. Le ravitaillement et le petit entretien des engins sera effectué sur le site de l'installation de traitement qui dispose d'une aire étanche adaptée et correctement entretenue. Seuls les engins montés sur chenilles seront ravitaillés sur l'emprise de la carrière, en bord à bord.

Chaque engin circulant sur la carrière, y compris le camion citerne de ravitaillement, sera muni d'un kit antipollution permettant de contenir et d'absorber une éventuelle pollution sur le site de la carrière.

Par ailleurs, le pétitionnaire s'engage à la sensibilisation de ses salariés et de ses sous-traitants aux risques de pollution.

La carrière est située hors zone inondable et n'impacte pas les captages AEP les plus proches du projet.

3.1.3. Protection faune / flore

Le projet prévoit la destruction d'une mare de 60 m² implantée dans le périmètre exploitable de la carrière, de pâtures, de cultures, de friches, ainsi que de haies à hauteur de 0,2 ha.

Une mare de 1 000 m² sera recréée dans le cadre du projet, en partie nord-ouest du périmètre sollicité en autorisation, dans un emplacement ensoleillé. Sa création sera réalisée en amont de la destruction de la mare actuelle afin de permettre le déplacement des espèces. Elle aura une profondeur de 80 à 120 cm, les rives seront aménagées en pente douce.

Le comblement de la mare ne sera pas réalisé de février à août inclus correspondant à la période de reproduction des amphibiens pour limiter l'impact sur les espèces. Des mesures de suivi (écoutes nocturnes et comptage direct des individus) seront assurées à partir de la création de la mare de substitution et pendant une durée de 5 ans.

Les friches localisées à l'ouest du projet abritent plusieurs espèces d'avifaune dont l'Alouette lulu, espèce protégée, qui y niche. Une importante partie de ces friches sera détruite dans le cadre de l'extension de la carrière. De manière à maintenir cette espèce au sein de l'emprise, le pétitionnaire prévoit la mise en place d'une gestion concertée avec l'agriculteur sur la parcelle cadastrée n° 250 pour maintenir un habitat favorable à la nidification de l'espèce.

Par ailleurs, un suivi du Faucon pèlerin, très rare et menacé en région Centre-Val de Loire mais dont un individu a été observé en hivernage sur le site, sera réalisé par un écologue à raison d'une fois par an pendant 5 ans.

Les haies détruites sont également recréées sur les limites exploitables, avant destruction des haies actuelles.

Le dossier ne mentionne pas la présence du Grand Duc d'Europe qui niche sur la carrière. La présence de cette espèce a été observée en 2016, après les inventaires menés par le pétitionnaire. Le maintien de vires sur les hauts fronts conservés sont prévues dans le cadre du réaménagement.

3.1.4. Impact paysager

La carrière est située dans un espace rural entouré de boisements et de haies qui limitent la perception visuelle du site. Aucune habitation ne sera impactée visuellement par le projet. Une seule co-visibilité existe entre le circuit vert d'Orsennes classé au PDIPR et l'entrée de la carrière.

De manière à limiter l'impact visuel, le pétitionnaire prévoit une avancée progressive des travaux de décapage et de retrait de la végétation. Un entretien des bois et des espaces verts du site, notamment en entrée de carrière, est prévu.

La remise en état prévoit l'aménagement d'un plan d'eau écologique et naturel qui favorisera l'intégration de la carrière réaménagée dans son environnement.

Par ailleurs, aucun site classé, site inscrit ou périmètre de protection au titre de la culture ou des paysages n'est recensé à proximité de l'emprise du projet.

3.1.5. Émissions sonores

L'activité du site a lieu du lundi au vendredi de 7h à 18h et, en période exceptionnelle, le samedi, et en semaine jusqu'à 22h00. Toutefois, aucun tir de mines ne sera effectué en dehors des plages normales de travail les jours ouvrés.

Les habitations les plus proches et les plus impactées par les émissions sonores de la carrière sont situées respectivement au lieu-dit « Foy », à 700 m environ à l'ouest du site, à Fonteneille à 350 m au nord du site, et au lieu-dit « l'Espérance » à 300 m au sud du site.

Les sources de bruits émis par le site proviennent principalement de la circulation interne au site (pelle et tombereaux), à l'installation de traitement mobile de concassage, aux bulls lors des opérations de réaménagement, et aux activités d'extraction et de reprise des matériaux.

Des mesures de bruit seront réalisées une fois tous les trois ans en limites de propriété ainsi qu'en Zones à Émergence Réglementée, conformément à la réglementation.

3.1.6. Émissions de poussières

Les émissions de poussières sur la carrière sont notamment dues à l'activité d'extraction : forage des puits, abattage à l'explosif, reprise des matériaux abattus ; mais également au décapage des terrains, à la circulation des véhicules, aux opérations de chargement des tombereaux et trémies et au fonctionnement de l'installation de traitement mobile. Ces émissions de poussières peuvent entraîner la formation d'un panache de poussières, visibles depuis l'extérieur du site. Ces phénomènes peuvent être accentués lors de périodes sèches.

Par ailleurs, l'étude d'impact précise l'absence d'amiante naturel dans le gisement exploité.

Le décapage est effectué par tranche d'avancement, en dehors des périodes sèches ou de vent fort.

La foreuse sera équipée d'un système de récupération des poussières et de filtres.

La circulation des engins et camions sur le site s'effectue à vitesse réduite pour limiter l'envol de poussières. Enfin, un arrosage des pistes de circulation et des voies d'accès est prévu en période sèche, en plus des arroseurs récemment mis en place (non mentionnés au dossier mais d'ores et déjà en place sur la piste de l'installation de traitement menant à la carrière).

La société CARRIERES GUIGNARD prévoit la réalisation de mesures de suivi des retombées de poussières dans l'environnement, réalisées périodiquement conformément à la réglementation en vigueur.

3.1.7. Émissions de vibrations

Les émissions de vibrations associées à l'exploitation de la carrière sont essentiellement dues aux tirs de mines, mais également, à plus faibles proportions, à la circulation des engins.

Les mesures prévues par le pétitionnaire concernent l'entretien régulier des pistes de circulation des engins et la limitation de vitesse à 20 km/h sur le site.

En ce qui concerne les vibrations engendrées par les abattages à l'explosif, la société CARRIERES GUIGNARD prévoit un strict respect des plans de tir et des plans de chargement, et l'utilisation de détonateurs à micro-retard permettant de réduire les vibrations émises.

Un contrôle des vibrations sera effectué au niveau des constructions les plus proches, aux lieux-dits « Montreau » et « l'Espérance », ainsi que sur les pylônes Haute Tension lors du rapprochement de l'exploitation, pour s'assurer du respect des valeurs réglementaires.

3.1.8. Garanties Financières

Les garanties financières sont exigées par l'article L. 516-1 du Code de l'Environnement.

Pour les carrières, elles correspondent au coût des travaux de remise en état s'ils étaient réalisés par une entreprise extérieure, et non par l'exploitant lui-même. Cette obligation est destinée à permettre la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant.

Le montant est déterminé selon les règles de calcul définies dans l'arrêté du 9 février 2004 modifié.

Le tableau ci-dessous reprend les propositions de l'exploitant, pour les différentes phases d'exploitation, du montant des garanties financières à constituer. Les calculs ont été actualisés à l'aide de l'indice TP01 en vigueur à la date de rédaction du présent rapport. L'indice TP01 ayant servi de base à la détermination des garanties financières est celui de juillet 2017, paru au JO le 13/10/2017, soit 104,7.

Périodes	S1 (C1 = 15 555 €/ ha)	S2 (C2 = 36 290 €/ ha puis 29 625 €/ha puis 22 220 €/ha)	S3 (C3 = 17 775 €/ha)	S1C1 + S2C2 + S3C3	TOTAL en € TTC (α = 1,1135)
Phase 1 (T0 + 5 ans)	2,97 ha	6,41 ha	1,46 ha	295 371,10	328 885
Phase 2 (T0 + 10 ans)	3,18 ha	4,43 ha	1,65 ha	239 558,35	266 740
Phase 3 (T0 + 15 ans)	3,50 ha	3,90 ha	1,56 ha	223 702,50	249 085
Phase 4 (T0 + 20 ans)	3,88 ha	3,78 ha	1,61 ha	226 147,35	251 807
Phase 5 (T0 + 25 ans)	4,15 ha	4,62 ha	1,60 ha	260 653,05	290 228
Phase 6 (T0 + 30 ans)	4,15 ha	4,62 ha	1,60 ha	260 653,05	290 228

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.
 S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état
 S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

Avec α = indice d'actualisation = $\frac{\text{indice TP01 en vigueur} \times \text{TVA en vigueur}}{\text{indice TP01 de référence} \times \text{TVA de référence}}$

- indice TP01 de référence mai 2009 = 616,5 (référence arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié)

- indice TP01 de juillet 2017 = 684,16 (104,7 x 6,5345)

- taux de TVA de référence = 19,6 %

- taux de TVA de juin 2016 = 20 %

Soit $\alpha = \frac{684,16}{616,5} \times \frac{(1 + 0,20)}{(1 + 0,196)} = 1,1135$

Les plans correspondants à chaque phase sont annexés au projet d'arrêté.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Les propositions supplémentaires suivants ont été introduites dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport :

- Mise en place d'une procédure d'intervention accidentelle en cas de pollution par les hydrocarbures qui sera portée à la connaissance des salariés ;
- Ajout d'un délaissé de 20 mètres au moins au niveau de la Gargillesse et de 10 mètres au moins de l'EBC ;
- Réalisation d'une étude technique sur le dispositif de surverse amélioré, un an au moins avant la remise en état du site, ceci afin de tenir compte des éventuelles modifications des conditions hydrologiques du secteur ;
- Surveillance et entretien suffisant des bassins de décantation accueillant les eaux d'exhaure et pluviales de la carrière, ceci afin d'assurer un rejet conforme des eaux dans la Gargillesse ;
- Mise en place d'un comité de suivi de site par l'exploitant dont l'organisation annuelle assurera la communication des données d'auto-surveillance de la carrière aux collectivités, aux riverains, et aux services administratifs intéressés.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Considérant que :

- le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de renouvellement partiel et d'extension de la carrière ;
- la plupart des services consultés au cours de la procédure ont émis un avis favorable au projet et que les réserves énoncées et observations portées à la connaissance du service instructeur ont été prises en compte dans la rédaction du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport ;
- l'exploitation de carrières au droit des parcelles C 219, C 220, C 222, C 838, C 249 et C 248, même pour partie, classées dans l'Espace Boisé Classé (EBC) par le POS de la commune de POMMIERS n'est pas adapté à la préservation de cet espace, ces parcelles sont exclues du périmètre autorisé de la carrière dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport ;
- le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport tient compte du fait que la maîtrise foncière du chemin rural des Vazouais est en cours d'acquisition, et que dans le cas où la maîtrise foncière de ce chemin ne serait pas acquise, l'exploitation de ce chemin ainsi que des parcelles situées à l'ouest de ce dernier ne sera pas autorisé ;
- le plan de réaménagement prévoit une bande boisée de 15 mètres sur les parcelles exploitées situées à proximité de la Gargillesse ;

- la séquence « Éviter, Réduire, Compenser » a correctement été déroulée et que les mesures compensatoires décrites sont adaptées aux enjeux et feront l'objet d'un suivi par un écologue ;
- le dossier de demande d'autorisation a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction telle que prévue aux articles R. 512-2 à R. 512-24 du Code de l'Environnement, et notamment une enquête publique qui n'a pas fait apparaître d'opposition importante au projet ;
- les mesures proposées par la société CARRIERES GUIGNARD dans son dossier de demande d'autorisation, les réserves émises par les services consultés et complétées des dispositions prévues par le projet d'arrêté préfectoral, sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Le service instructeur émet un avis favorable au projet de renouvellement partiel et d'extension de la carrière sur la commune de POMMIERS, sous réserve :

- d'exclure du périmètre autorisé à l'extension les parcelles C 219pp, C 220pp, C 222pp, C 838pp, C 249pp, C 248pp et C 250pp (pour 854 m²) classées dans l'Espace Boisé Classé (EBC) par le POS de la commune de POMMIERS ;

- de conserver un délaissé supplémentaire à proximité de la Gargillesse (20 m au moins).

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu des résultats de la procédure exposés dans le présent rapport, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Indre de donner une suite favorable à la demande de renouvellement et d'extension de son autorisation d'exploiter présentée par la société CARRIERES GUIGNARD sur le territoire de la commune de POMMIERS, aux lieux-dits « Les Ebeugnets », « Les Bonnes » et « Les Vazouais », excluant toutefois les parcelles listées ci-dessus du périmètre autorisé.

C'est en ce sens que la proposition d'arrêté préfectoral jointe est rédigée.

L'inspection des installations classées propose également que ce rapport et la proposition d'arrêté précitée soient respectivement présentés et soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, dans sa formation « carrières », conformément à l'article R. 512-25 du code de l'environnement.

L'inspecteur des installations classées,

Vu et transmis avec avis conforme à monsieur le préfet de
l'Indre,

Pour le directeur,

Le chef de l'unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

